

La république post-séculaire

Les expériences de la Turquie avec l'islamisme

HAYAT ALVI, PHD*

Je n'ai pas de religion, et parfois je souhaiterais que toutes les religions soient au fond de la mer. Celui qui a besoin de la religion pour faire respecter son gouvernement est un chef faible. C'est comme s'il prenait son peuple au piège.

–Mustafa Kemal Atatürk

Je ne souscris pas à l'idée que la culture islamique et la démocratie ne peuvent être réconciliées.

– Recep Tayyip Erdoğan

Ces deux dernières décennies la Turquie ressemble à un essai en laboratoire, grandeur réelle, ayant pour alchimie un héritage séculaire fervent, ancré dans la république depuis la proclamation officielle de sa naissance en octobre 1923, et un néo-Islamisme contestant le *statu quo*. Cependant, si la pendule politico-idéologique n'a pas encore pleinement basculé vers l'un ou l'autre extrême, elle ondule avec la volatilité et l'incertitude d'un tremblement de terre accompagné de secousses sismiques.

Les récents troubles politiques, les protestations, les manifestations et les nombreux scandales qui affligent le gouvernement et, parfois, la police, la justice et les forces armées, sont apparemment sans liens à l'entremêlement de la religion et de la politique. En réalité, toutefois, la lutte pour la survie et la préservation de la laïcité turque et la prescription constitutionnelle sous-jacente omniprésente, résonne toujours ouvertement ainsi que subtilement dans la politique turque. L'avancée et la responsabilisation de l'AKP a jeté un bâton dans les roues de cette réalité.

Le Parti de la justice et du développement (*AK Parti*, ou AKP) est un parti « islamiste » qui s'efforce d'être une « démocratie turque », une « démocratie conservatrice », une « démocratie musulmane » ou un « Islamisme démocratique ».

* Hayat Alvi est professeure agrégée au département des Affaires de sécurité nationale à l'*US Naval War College*. Elle est spécialisée dans les relations internationales, l'économie politique, les études islamiques, le Moyen-Orient et l'Asie du Sud. La professeure Alvi a également enseigné les sciences politiques à l'*American University* du Caire, en Egypte, de 2001 à 2005. Elle a été une *Fulbright Fellow* à Damas, en Syrie, de 1993 à 1994.

Les opinions qu'elle exprime dans cet article sont personnelles.

Alors que d'innombrables autres expériences récentes d'Islamisme dans la région ont lamentablement échoué, l'AKP a fait preuve d'une remarquable résilience. L'AKP a obtenu une part significative de sièges au Parlement et constitue le plus grand parti politique du pays. Lors des élections d'août 2014, le premier ministre Erdoğan est devenu président avec cinquante-deux pour cent des suffrages¹. Maintenant que l'AKP a prouvé son aptitude de permanence, peut-on parler d'une « république post-séculaire » en Turquie ? Les ambitions turques de renaissance ottomane au Moyen-Orient sont-elles liées à l'Islamisme tel qu'il est dirigé par AKP et Erdoğan ? Qu'est-ce que cela signifie pour les acteurs régionaux et quelle a été leur réaction à la Turquie ? Quelles sont les retombées de ces facteurs sur les relations Turquie-États-Unis et l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) et la Turquie ? Voici quelques-unes des questions que cette analyse aborde.

La méthodologie et le cadre théorique

Cette analyse est le résultat des voyages d'études que l'auteure a effectué en Turquie en mars 2011 et en décembre 2013, au cours desquels elle s'est entretenue avec de nombreux Turcs, civils et militaires, ainsi qu'avec un fonctionnaire de l'ambassade américaine, qui souhaitent rester anonymes. L'auteur a également passé un mois en Turquie en août 1993 et les observations de cette période sont consignées dans l'analyse. L'auteure inclut ses propres observations analytiques, ainsi que des analyses de contenu de diverses données statistiques et qualitatives.

Cette étude analyse également les théories et les concepts relatifs à l'Islamisme (ou l'Islam politique) et à la laïcité ; en effet, elle se focalise sur la manière dont ils s'appliquent au cas de la Turquie. La conclusion résume les implications plus larges du tiraillement entre l'Islamisme et la laïcité dans la République turque au XXI^e siècle.

Le Kémalisme : les racines de la république séculaire

Je mènerai mon peuple par la main jusqu'à ce qu'il ait bon pied et il sait où il va. Il pourra ensuite choisir et se gouverner lui-même. Ma tâche sera alors accomplie.

– Mustafa Kemal Atatürk

Après la chute de l'Empire ottoman, la Turquie a subi une transition décisive en réévaluant complètement son idéologie nationale et son identité socioculturelle dans les paramètres nouvellement établis par la République turque, ou *Türkiye Cumhuriyeti*. Mustafa Kemal Atatürk (1881-1938) a été le fer de lance de la transformation sociale, politique et économique de la Turquie, formant un mouvement

et une idéologie à l'origine des courants révolutionnaires du nationalisme séculaire dans la région. En tant qu'« agent de la construction de la nation », Atatürk envisageait une société fondée sur le « solidarisme », c'est-à-dire « l'édification d'une société intégrée, sans conflits² ». Dans ce contexte, les anciens sujets de l'Empire ottoman sont devenus citoyens de la République turque, et la religion s'est transformée en une affaire strictement personnelle, sans médiation ni adhésion à l'État. La politique et le gouvernement sont devenus entièrement séculaires, comme l'ont fait l'ensemble des institutions et secteurs gérés par l'État, y compris l'éducation.

Albert Hourani décrit le mieux l'héritage de l'Atatürkisme (ou kémalisme) en déclarant que sous Atatürk, la Turquie a fait des efforts concertés pour sortir de son passé et

des pays arabes auxquels son passé était si étroitement lié : ils avaient pour objet de recréer une société fondée sur la solidarité nationale, une stricte séparation de l'État et de la religion et une tentative délibérée de se détourner du Moyen-Orient et de faire partie de l'Europe. Les liens anciens entre Turcs et Arabes ont été dissous dans des circonstances qui ont laissé une certaine amertume des deux côtés, exacerbée pour un certain temps par des différends frontaliers avec l'Irak et la Syrie. Néanmoins, l'exemple d'Atatürk, qui avait défié l'Europe avec succès et mis sa nation sur une nouvelle voie, allait avoir un effet profond sur les mouvements nationalistes à travers le monde arabe³.

En ce qui concerne la vision de la nouvelle république pour la laïcité spécifiquement, Andrew Finkel écrit que

La laïcité turque... est le droit de l'État d'affirmer sa primauté sur la religion. Le gouvernement [turc] finance encore une énorme institution religieuse, la Présidence des affaires religieuses (DIB), qui autorise des cours coraniques après l'école, administre le quota alloué au pèlerinage de la Turquie pour le Hadj, publie des livres et fait des déclarations morales. Même si l'État ne construit ni n'entretient des mosquées, il offre des bourses aux religieux du pays, qui, à leur tour, devraient prêcher à l'occasion de la prière du vendredi le message que le gouvernement prépare⁴. (C'est nous qui soulignons)

Les citoyens turcs restent divisés sur le concept et la pratique de la laïcité, en dépit de la sécularisation profondément enracinée et forcée de la société et de la politique turque. Les interprétations de la laïcité d'Atatürk varient, même aujourd'hui.

Pour comprendre les concepts de laïcité et d'Islamisme

Dès son arrivée au pouvoir, l'AKP a réussi à restreindre la puissance de l'armée qui servait comme l'ultime garant de la laïcité turque. C'était au moment

même où la direction militaire turque était en péril, empêtrée dans un scandale de coup d'état et gravement affaiblie ; ce qui pouvait augurer la naissance de la République turque « post-séculaire ». C'est alors que l'AKP, un parti politique avec une plate-forme islamiste, a fait l'impensable : d'abord, il a déresponsabilisé les puissants protecteurs du kémalisme et, prudemment et progressivement, a desserré certaines rênes qui, traditionnellement, limitaient les pratiques religieuses dans la sphère publique, comme le port du *hijab* (foulard) en public pour les fonctionnaires.

La compréhension des concepts de laïcité et d'Islamisme ne peut être surestimée car même leurs définitions sont sources de dissentiment. Un dictionnaire conventionnel de la langue anglaise définit la laïcité comme « la conviction que la religion ne devrait pas jouer un rôle dans le gouvernement, l'éducation ou d'autres parties du secteur public de la société ». Définir l'Islamisme est beaucoup plus complexe. Le contexte de la réponse à la question de savoir « ce qu'est l'Islam politique », ou « l'Islamisme », est l'effondrement de l'Empire ottoman qui a un rapport direct au dilemme actuel de la République turque. Selon le professeur Muqtedar Khan, « Le moment clé où le déclin de la puissance musulmane a été cristallisé dans la psyché musulmane était quand l'Empire ottoman s'est effondré et l'abolition du califat islamique en tant qu'institution en 1924. Beaucoup de mouvements islamiques ont depuis vu le jour avec pour objectifs explicites de faire revivre l'*Oumma* islamique, réformer les sociétés musulmanes et restaurer la gloire passée ». Le professeur Khan poursuit en expliquant que la croyance générale de nombreux musulmans (dans le monde) est que le déclin impérial islamique est dû à l'abandon de la voie et de la pratique de la « vraie *charia* », et que la remise en application de cette « vraie *charia* » conduirait, peut-être, à la réémergence de la « gloire islamique⁵ ». De l'avis de certains Musulmans, les mécanismes de cette réémergence impliquent la politisation de l'Islam :

Manifestement, il y a de nombreux groupes qui cherchent à établir une sorte de régime islamique, qui peut alors devenir un instrument de résurgence islamique mondiale et même d'une unification politique. Les régimes islamiques, états ou califats, ne sont pas une fin en soi. Ils doivent devenir des moyens et des instruments d'une résurgence islamique mondiale. Les mouvements politiques islamiques peuvent également être divisés selon les moyens qu'ils souhaitent employer pour réaliser leur premier but, le régime islamique. Je soumetts qu'il y a deux types, ceux qui visent l'établissement du régime islamique par la force et la violence, voire même le terrorisme, et ceux qui le feraient par des moyens pacifiques, y compris les processus démocratiques. Ceux qui utilisent la force sont maintenant largement dénommés *djihadistes* et ceux qui renoncent à la force sont identifiés par le milieu universitaire et les médias comme *Islamistes*⁶.

Malgré l'héritage d'Atatürk et la sécularisation profondément ancrée et renforcée dans la République turque, des éléments de l'Islamisme, ou des ambitions islamistes, ont persisté depuis l'ère post-ottomane. Stephen Dale décrit cette réalité apparemment paradoxale en Turquie :

Pourtant, en dépit du poids écrasant de la laïcité kémaliste, non seulement l'Islam a survécu mais certains musulmans turcs se sont consacrés à sa revitalisation. L'un des plus influents parmi ceux qui ont cherché à revivifier l'Islam turc était Be-diuzzaman Said Nursi, précoce autodidacte musulman du Kurdistan turc. Nursi a établi une organisation connue sous le nom de *Risale-I Nur* (la prophétie de la Lumière), dédiée à renouveler la piété islamique et la perfection spirituelle individuelle au niveau local, en évitant l'activisme politique religieux dans une époque de la laïcité de l'État.

Le programme de Nursi présente une certaine affinité générale avec celui de la madrasa de *Deoband*, dans l'Inde de la fin du XIX^e siècle, dans la mesure où les deux mouvements opéraient dans des environnements laïques, mettaient l'accent sur une renaissance spirituelle individuelle et s'abstenaient de pratiquer le militantisme politique. Au début du XXI^e siècle, l'élection démocratique d'un parti politique religieux démontre qu'en Turquie, ainsi qu'au Pakistan, la question de la relation entre la religion et l'état n'est toujours pas résolue, et pourrait en fait ne l'être jamais définitivement, même dans la mesure limitée où elle l'a été dans les deux plus grandes démocraties laïques du monde, l'Inde et les États-Unis⁷.

Les turcs laïcs, en particulier les forces armées protecteurs de la laïcité, considéraient Said Nursi comme une menace « anti-kémaliste ». La popularité de Nursi s'est développée dans toute la Turquie. Il est devenu de plus en plus vénéré comme un érudit islamique et *mollah*. En fait, beaucoup citent Nursi comme le « théologien le plus influent de la République turque⁸ ».

Les forces armées turques étaient alarmées par le magnétisme de Nursi, même après sa mort. Le 12 juillet 1960, lorsque des milliers de turcs endeuillés ont rendu hommage à son sanctuaire à Urfa, « des soldats ont fait irruption dans le sanctuaire, ont brisé le tombeau en marbre à coup de marteau de forgeron et ont retiré le corps enveloppé dans un linceul. Le corps a été chargé dans un camion de l'armée, conduit le long de rues, fortement gardées, pour se rendre à un terrain d'aviation en dehors de la ville où la dépouille a été transférée dans un avion militaire ; il n'a jamais été revu⁹ ». On croit que les militaires l'ont ré-enterré dans une tombe secrète. Cette manœuvre militaire a marqué le premier coup d'état dans l'histoire moderne de la république et a illustré les craintes des dirigeants militaires que « Nursi deviendrait un symbole de la dissidence, sa tombe un temple à l'anti-kémalisme¹⁰ ». La démolition du sanctuaire de Nursi s'est révélée inefficace. Même aujourd'hui, Nursi est vénéré et respecté, et le parlement turc a récemment

mis en place une commission spéciale chargée d'enquête sur les coups d'état militaires en Turquie et de révéler l'emplacement de la tombe restée jusqu'ici secrète¹¹. Les disciples de Nursi sont dynamiques et très actifs. Grâce à la subjugation des militaires par l'AKP et Erdoğan, ils sont enhardis.

Les partisans de Nursi visitent encore le tombeau d'Urfa, ainsi que sa maison d'Isparta, « et [se rendent] même en foule à la chambre d'hôtel où il est mort à Urfa, pieusement conservée dans son état d'origine par le propriétaire de l'hôtel, jusqu'à l'ampoule¹² ». Ces adeptes sont appelés « Nurcu », ou « disciples de la Lumière », et certains estiment qu'ils se comptent par millions. Ce fait est important parce que la fibre religieuse de la population ainsi que celle des dirigeants politiques et religieux turcs va en se renforçant. Mustafa Akyol, un spécialiste de l'Islam turc, dit à propos des Nurcu : « Environ la moitié du mouvement islamique en Turquie, c'est-à-dire le segment religieux conservateur de la société, est formée de disciples directs de Nursi, tandis que l'autre moitié le respecte aussi¹³ ». En outre,

La communauté Nurcu comprend l'important mouvement Gülen, qui doit son nom à Fethullah Gülen, un prédicateur résidant actuellement aux États-Unis, ainsi que plusieurs autres mouvements et des disciples kurdes formant un groupe distinct, qui sont tous indépendants mais unis dans leur allégeance à l'enseignement de M. Nursi.

La modernité, la science et le rationalisme jouent des rôles importants dans cet enseignement, au même titre que l'individu, ce qui distingue le mouvement Nurcu d'autres courants de l'Islam¹⁴.

Bien que le concept de « démocratie islamique » est sans cesse débattu, comme l'énigme de la compatibilité entre l'Islam et la démocratie (libérale), n'a jamais été entièrement résolue, l'Islam en Turquie a non seulement survécu au fil des décennies mais a prospéré. Le mouvement de Fethullah Gülen est encore une autre évaluation de la puissance et de l'influence de « l'Islamisme », quoiqu'il s'agisse d'une forme locale plus subtile de l'Islam turc. L'emprise du mouvement Gülen est en croissance, certains vont jusqu'à suggérer l'établissement « d'un État dans l'État », bien qu'à maintes reprises les Turcs, les analystes, les experts et les chercheurs soulignent qu'il est extrêmement difficile de le prouver. Ce qui est certain, ce mouvement est mondial, rentable et populaire avec des écoles Gülenistes proliférant dans de nombreux pays et dirigé par un chef spirituel âgé et excentrique.

Fethullah Gülen : L'« État dans l'État » dirigé par un expatrié »

Critiquer et s'opposer à tout signifie une tentative de destruction. Si vous n'aimez pas quelque chose, essayez de faire quelque chose de mieux. Étant destructif cause la ruine, tandis qu'étant constructif provoque la prospérité.

– Fethullah Gülen

Un article de Rachel Sharon-Krespin dans le *Middle East Quarterly* décrit le mouvement de Gülen comme « une secte islamiste de l'ombre dirigée par le mystérieux *hocaefendi* (maître et seigneur) Fethullah Gülen ; la secte se targue souvent comme promotrice de tolérance et de dialogue mais poursuit des objectifs qui leur sont totalement opposés. Aujourd'hui, Gülen et ses partisans (*Fethullahcilar*, Fethullahistes) non seulement cherchent à influencer le gouvernement mais aussi à le devenir¹⁵ ». Gülen vit actuellement en exil volontaire dans l'est de la Pennsylvanie d'où il a lancé un empire transnational de plusieurs milliards de dollars¹⁶.

Le mouvement de Gülen en Turquie contrôle de vastes empires de médias, d'entreprises, de banques, « un réseau international de milliers d'écoles, d'universités et de résidences universitaires, ... ainsi que de nombreuses associations et fondations¹⁷ ». Son adhésion couvre un large éventail de membres en Turquie, y compris dans l'AKP, la police, la communauté au sens général du terme et même, dit-on, les forces armées. Gülen était un disciple du Cheik Said-I Nursi (1878-1960), fondateur du mouvement *Nur*. Après l'indépendance, Nursi a exigé que « la nouvelle république soit fondée sur des principes islamiques. Il s'est retourné contre Atatürk et ses réformes et contre la nouvelle république moderne, laïque et occidentalise¹⁸ ».

Le fossé qui s'est creusé récemment entre Erdoğan et Gülen est éminemment public ; il est non seulement idéologique mais aussi personnel. Cet épisode est intimement lié à l'intrigue politique, aux scandales et certains aspects de la politique intérieure d'Erdoğan qui ont irrité d'innombrables citoyens turcs. Pour rebuter les critiques, Erdoğan et ses supporters ont concocté et perpétué des rumeurs de complots dignes de Hollywood, comme le décrit le passage ci-dessous :

On prétend qu'au cœur de la conspiration se trouve un « état parallèle » dirigé par Fethullah Gülen, un imam reclus réfugié aux États-Unis depuis 1999 pour échapper aux persécutions par l'appareil militaire turc alors dominant. Gülen et Erdoğan avaient précédemment formé une alliance contre cet ennemi commun. Mais maintenant, avec les militaires renvoyés dans leurs casernes, ils se sont retournés l'un contre l'autre. Pour Erdoğan et ses partisans, ce vaste complot initié par Gülen et ses partisans présumés du système judiciaire et de la police, est aidé et encouragé par une flopée de méchants. Il s'agit notamment d'Américains, de Juifs, d'Israëliens, d'Allemands, de néoconservateurs, CNN, le *Financial Times*, di-

verses banques turques et internationales et du *Council on Foreign Relations*. Même la reine d'Angleterre, si c'est croyable, n'a rien de mieux que de comploter la chute du premier ministre turc et de ses supporters. Pourquoi exactement auraient-ils tous une dent contre Erdoğan ? C'est bien sûr un mystère¹⁹.

Pour sa part, Gülen a nié les allégations d'ingérence dans la vie politique turque et de fomenter des scandales, des problèmes et des crises pour Erdoğan et l'AKP. Gülen, habituellement calme et solitaire, a publiquement tiré la sonnette d'alarme à propos de l'avenir de la Turquie sous Erdoğan. En mars 2014, il a publié un éditorial dans le *Financial Times* appelant à :

– une nouvelle constitution pour endiguer les droits qui sont assiégés.

Dans certains de ses commentaires les plus explicites depuis l'éruption de la querelle de décembre entre le premier ministre turc et son propre mouvement, M. Gülen a écrit dans le *Financial Times* qu'« un petit groupe au sein de l'exécutif tient en otage les progrès de l'ensemble du pays ».

Il souligne que les lois récentes adoptées par l'AKP islamiste de M. Erdoğan augmentent les contrôles gouvernementaux sur les nominations judiciaires et l'accès à l'internet, tout en avertissant qu'une proposition législative en instance du parti « conférerait aux services de renseignement turc des pouvoirs comparables à ceux dont disposent les régimes dictatoriaux »...

M. Gülen dit dans son article que son mouvement n'a « aucun intérêt dans les privilèges du pouvoir » et note ce qu'il a appelé l'« absence délibérée de fonctions politiques ». Malgré les appels de M. Erdoğan au retour en Turquie du prédicateur exilé aux États-Unis, M. Gülen ajoute qu'il resterait en « retraite spirituelle » et s'abstiendrait d'endosser un quelconque parti politique²⁰.

Erdoğan a rétorqué que le mouvement de Gülen n'a rien de religieux mais est plutôt une « organisation totalement politique qui fait tout, y compris de l'espionnage²¹ ». En outre, « M. Erdoğan a récemment révélé qu'il était en train de discuter avec le gouvernement pakistanais la fermeture des écoles gülenistes, présentent dans environ 140 pays à travers le monde, et a suggéré que d'autres juridictions pourraient également agir contre ces écoles²² ».

Berna Turam, professeure de sociologie à Northeastern University, a déconstruit les relations entre Gülen et Erdoğan, affirmant que

ces deux groupes musulmans pieux n'ont jamais coopéré, à l'exception d'une période de cinq ans pendant le premier mandat de l'AKP (2002-2007). Historiquement, ils viennent de deux branches différentes de l'Islam en Turquie. Le leader, Fethullah Gülen, et ses disciples, n'ont jamais approuvé, ni même d'être proche, de l'Islamisme plus radical de Necmettin Erbakan, incarné par *Milli Gorus* (Perspective nationale).

Bien que le mouvement de Gülen (GM) dans son ensemble ait reporté ses voix des partis de centre-droit à l'AKP lors des élections de 2002, Gülen n'a jamais vraiment fait confiance à la tradition d'Erbakan et son protégé Recep Tayyip Erdoğan, qui a servi en tant que premier ministre depuis 2002. La professeure Turam décrit les deux groupes musulmans comme étant engagés dans une lutte acharnée pour le pouvoir, surtout depuis l'été 2013²³.

La machine à complots débite des spéculations quant au degré de pénétration par le mouvement de Gülen de la police, des forces de sécurité et même des forces armées turques. Tout le monde a qui l'auteure a posé cette question lors de la recherche sur le terrain à Istanbul, a décrit cette situation comme étant un « État dans l'État » dirigé par Gülen en Turquie, mais personne ne pouvait le confirmer. Beaucoup se sont donnés du mal pour dire que « personne ne peut le prouver ».

La laïcité contre l'islamisme dans l'ère moderne : le dilemme des musulmans turcs

La Turquie a une population d'environ 81,6 millions d'habitants. Les principaux groupes ethniques du pays sont les Turcs (70 à 75 pour cent), les Kurdes (18 pour cent) et d'autres minorités (7 à 12 pour cent). La Turquie est musulmane à 99,8 pour cent (en majorité sunnite), les communautés minoritaires, principalement chrétienne et juive, représentent 0,2 pour cent environ. Le taux total d'alphabétisation en Turquie est de 87,4 pour cent, 95,3 pour cent pour les hommes et 79,6 pour cent pour les femmes²⁴.

Ceren, une professeure de madrasa à Istanbul, originaire de la ville la plus conservatrice et religieuse de Konya, porte un hijab dans la Turquie moderne²⁵. Elle se décrit comme une soufie, pratiquant le mysticisme islamique. Elle décrit qu'elle ne pouvait pas porter un hijab dans l'exercice de ses fonctions il y a deux ans, mais les lois sont aujourd'hui plus souples. Ceren observe que « Certains ont interprété le laïcisme d'Atatürk comme une haine de la religion, mais il ne détestait pas la religion, il détestait la mixture de la religion et de la politique²⁶ ».

Un professeur à l'Université d'Istanbul remarque que « depuis la laïcité d'Atatürk, certains interprètent la laïcité comme la haine de la religion. Certaines personnes effectivement détestent la religion. Certains dans l'establishment religieux détestent l'idée de mélanger la religion et la politique. Les Turcs aiment la liberté²⁷ ».

Certaines parties d'Istanbul sont ardemment pro-AKP et pro-Erdoğan, alors que d'autres y sont farouchement opposées. La banlieue d'Eyup Sultan d'Istanbul est visiblement plus conservatrice et religieuse, avec beaucoup plus de femmes

portant le voile et la fréquentation importante que connaît la mosquée. Les rues avoisinantes sont bordées de petits magasins vendant des articles religieux (des chapelets, des coiffures, des tapis de prière, des Corans et d'autres ouvrages religieux). Le contraste est marquant avec le quartier plein de vie de Taksim et ses boutiques et cafés branchés bordant la célèbre rue de l'*Istiglal*, le site des récentes manifestations violentes et d'affrontements entre jeunes militants et policiers. Les jeunes étudiants et étudiantes s'habillent à l'occidentale, sirotent leur café, et il arrive parfois que de jeunes couples volent des baisers à la dérobée. C'est la Turquie d'aujourd'hui, une mosaïque de progressistes et de conservateurs, de laïcité et de religion, de partisans et d'adversaires de l'AKP et d'Erdoğan.

Une majorité de musulmans pratiquants semblent apprécier l'AKP et Erdoğan. C'est le cas en Turquie. Voir la Figure 2 pour les résultats d'un sondage, mené par Pew à la mi-2013, qui montre la popularité d'Erdoğan en Turquie.

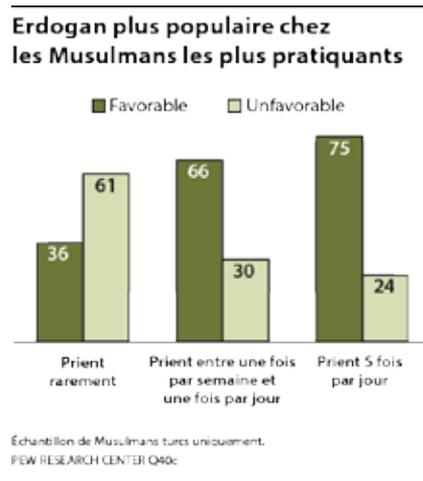


Figure 1. Erdoğan plus populaire chez les dévots musulmans, en pourcentage. POUSSHTER, Jacob, « Prime Minister Erdogan Popular in Turkey Broadly, but Less So in Istanbul », Pew Research Center, Washington, DC, le 5 juin 2013, www.pewresearch.org/fact-tank/2013/06/05/prime-minister-erdogan-popular-in-turkey-but-less-so-in-istanbul/. Reproduit avec la permission du Pew Research Center.

Ces perspectives illustrent bien la diversité d'opinions, d'identités, d'affinités et d'approches aux concepts de laïcité et de l'islamisme. Cette diversité illustre également un manque de consensus parmi les musulmans, en Turquie en particulier, quant à la mesure dans laquelle l'islam devrait être impliqué, voire pas du tout, en politique et dans la sphère publique. Bien que cette situation ne soit pas exclusive à la Turquie, elle rend néanmoins un problème unique en termes de définition, ou redéfinition, de l'identité nationale de la République turque au XXI^e siècle. Si nous examinons la Constitution de la Turquie, nous constatons l'accent mis non

seulement sur les principes qu'Atatürk a établi lors de la fondation de la république mais aussi sur la laïcité :

La reconnaissance qu'aucune protection ne sera accordée à une activité contraire aux intérêts nationaux turcs, aux principes de l'indivisibilité de l'entité turque du point de vue de l'État et du territoire, aux valeurs historiques et morales turques ou au nationalisme, aux principes, aux réformes et au modernisme d'Atatürk et que, comme l'exige le *principe de laïcité*, il n'y aura pas d'interférence par des sentiments religieux sacrés dans les affaires de l'État et de la politique ; la reconnaissance que c'est le droit de chaque citoyen turc à mener une vie honorable et à développer ses acquis matériels et spirituels sous l'égide de la culture nationale, de la civilisation et de l'état de droit, à travers l'exercice des droits et libertés fondamentaux proclamés dans la présente Constitution en conformité avec les exigences de l'égalité et de la justice sociale²⁸. (C'est nous qui soulignons)

Qu'est-ce qui a préservé la popularité de l'AKP et d'Erdoğan au sein des segments importants de la société ? Une partie de la réponse réside dans la volonté et les ambitions de certains, peut-être nombreux, à voir la Turquie se relever, comme dans son glorieux passé, et retrouver le rang de grande puissance régionale et peut-être même globale. Ces désirs et ambitions s'allient au nationalisme turc et à d'autres nombreux facteurs ainsi qu'aux réalités politiques, économiques, idéologiques et de sécurité qui prévalent dans le pays et la région. Parmi eux figurent le rejet presque constant par l'Union européenne (UE) de la candidature de la Turquie ; les soulèvements et révolutions arabes en 2011, auxquels est bien entendu liée la violente guerre civile qui embrase la Syrie voisine ; les relations turco-iraniennes et le programme nucléaire iranien ; les relations turco-israéliennes, qui ont été chaotiques ces dernières années ; l'adhésion de la Turquie à l'OTAN et ses relations avec les États-Unis ; et la vigueur de l'économie turque, en particulier lors de la crise financière de 2008. À la lumière de ces réalités, la popularité d'Erdoğan est montée en flèche au Moyen-Orient mais a chuté après le coup d'état de 2013 en Égypte. Quelles sont les perspectives d'une « résurgence ottomane ? »

La Turquie dans l'après-guerre froide : une résurgence ottomane ?

L'adhésion de longue date à l'OTAN, ses aspirations à l'entrée dans l'Union européenne (UE), son importance géopolitique unique et son emplacement géographique stratégique en tant que passerelle entre l'Europe et l'Asie, expliquent l'importance de la Turquie pendant la guerre froide et maintenant dans l'ère post-guerre froide. Dans la foulée de l'invasion américaine de l'Irak (2003) plus précisément, l'influence et la réputation des États-Unis au Moyen-Orient étaient en déclin, en particulier durant l'administration George W. Bush. Même sous l'admi-

nistration Obama, l'opinion publique dans la région s'est révélée très critique et méfiante à l'égard des intentions américaines. La Turquie a saisi les chances qui lui étaient offertes pour intervenir et essayer de combler ce vide d'influence régionale. Dans une certaine mesure, le président turc Erdoğan a fort bien réussi. L'enchaînement des événements menant à une augmentation significative de sa popularité est articulé ci-dessous. Mais d'abord, regardons de plus près les indicateurs politiques et socioéconomiques de la Turquie.

La Turquie a connu en 2013 une croissance du produit intérieur brut (PNB) de 3,8 pour cent et les statistiques de 2010 indiquent que 16,9 pour cent de la population vivaient en dessous du seuil de pauvreté²⁹. Le gouvernement turc a vanté tapageusement la façon dont son économie est plus vigoureuse que beaucoup de pays en Europe occidentale et que la Turquie n'a pas eu à renflouer ses banques. La Turquie a engagé des réformes économiques et financières douloureuses en 2001, mais l'économie a fait preuve de résilience et de prospérité lors de la récession de 2008 et par la suite, surtout par rapport aux nombreuses économies occidentales qui ont subi des crises financières.

Les partenaires commerciaux de la Turquie à l'exportation sont la France, l'Allemagne, l'Irak, l'Italie et le Royaume Uni. La Turquie exporte des textiles, des vêtements, des produits alimentaires, des produits manufacturés et du matériel de transport³⁰. Ses partenaires commerciaux à l'importation sont la Russie, l'Allemagne, les États-Unis, la Chine, la France, l'Italie et, en dépit des sanctions économiques, l'Iran, dont la Turquie reçoit des quantités substantielles de pétrole, ce qui maintient l'industrie pétrolière iranienne en vie et opérationnelle. Les principaux produits importés par la Turquie comprennent des produits chimiques, des carburants, des machines, des produits semi-finis et du matériel de transport³¹.

Le principal problème de la sécurité intérieure et régionale de la Turquie est le statut des Kurdes dans le nord de l'Irak d'où de nombreux militants, en particulier du *Kurdistan Workers' Party* (PKK), mènent des attaques dans le sud-est de la Turquie et se replient vers des refuges dans le nord de l'Irak. Depuis 2011, la guerre civile syrienne a déclenché un afflux massif de réfugiés syriens en Turquie, dont le nombre est estimé par les Nations Unies à près de 635.000 en mars 2014, et les tensions restent vives entre Ankara et Damas³². En outre, la montée de l'État islamique d'Irak et de *Sham* (ISIS) a compliqué la situation de la Turquie, politiquement et autrement, car les terroristes opèrent sur la frontière syro-turque. La menace d'ISIS a conduit, par inadvertance la Turquie, fût-ce par le biais d'énormes pressions des États-Unis et des acteurs régionaux, à autoriser le soutien et l'approvisionnement en armes des Kurdes combattant à l'intérieur de la Syrie. De toute évidence, l'inquiétude principale de la Turquie est la responsabilisation

du PKK, une organisation terroriste qui mène une insurrection violente à l'intérieur de la Turquie depuis de nombreuses années.

Le réveil arabe de 2011 est une répercussion pivot de soulèvements et de révolutions dans la région, dont la guerre civile syrienne est un sous-produit. La contre-révolution en Égypte, en outre, qui a évincé les Frères musulmans et l'installation au pouvoir du général Abdel Fattah al-Sisi, a marqué un énorme recul pour le mouvement pro-démocratie. Au plus fort du réveil arabe de 2011, l'expression « modèle turc » circulait, en particulier en Égypte où le rôle et l'impact des Frères musulmans lors de la révolution qui mit fin au régime d'Hosni Moubarak, a été remise en question. Avec les Frères musulmans d'Égypte, nous avons la preuve qu'ils ont embrassé l'AKP comme un modèle viable d'un système politique islamique démocratique. « La démocratie style AKP est exactement ce que le mouvement [pro-démocratie] a poursuivi depuis longtemps », a déclaré Ashraf Abdel Ghaffar, un leader des Frères musulmans égyptiens basé en Turquie. « Tout le monde dans la région respecte les politiques de l'AKP », dit-il³³.

Plus tard, cependant, la Turquie et le Qatar ont subi des représailles politiques des régimes arabes pour le soutien apporté aux Frères musulmans en Égypte :

En essayant de devenir un membre non permanent du Conseil de sécurité, la Turquie a dû s'incliner face à l'Espagne et à la Nouvelle-Zélande lors d'une course pour deux sièges disponibles réservés aux membres d'un bloc appelé groupe des états d'Europe occidentale et autres états, dont les États-Unis.

... Selon plusieurs sources diplomatiques, il y a eu une campagne intense conduite par l'Égypte et l'Arabie Saoudite contre l'adhésion de la Turquie au conseil. Les deux pays étaient en colère par le soutien apporté par le président Recep Tayyip Erdoğan aux Frères musulmans, qu'ils combattent tous deux chez eux³⁴.

L'argument en faveur du modèle turc était basé sur le fait que si la Turquie, un système politique laïque jusqu'au-boutiste, peut cohabiter avec un parti islamique (l'AKP) tout en préservant ses politiques pro-occidentales ainsi que son adhésion et sa participation à l'OTAN, tout autre pays de la région peut le faire aussi. Emre Caliskan a écrit un article d'opinion sur exactement ce sujet dans l'édition du 5-6 mars du quotidien *Hurriyet Daily*, dans lequel il a souligné qu'un sondage d'opinion récent « effectué dans sept pays arabes et l'Iran, publié par la *Turkish Economic and Social Studies Foundation*, ou TESEV, montre que 66 pour cent de plus de 2.200 personnes interrogées estiment que la Turquie est une « synthèse réussie de l'Islam et de la démocratie³⁵ ». Il a ajouté que :

après l'interdiction par la Cour constitutionnelle turque du Parti de la prospérité islamiste en janvier 1998, et de son successeur, le Parti de la vertu en 2001, en raison de leurs agendas islamiques, le mouvement traditionaliste islamique « *National View* » a dû revoir ses idées sur les droits de l'homme, la démocratie et l'état de droit. Les jeunes dirigeants islamistes, y compris l'actuel président turc Recep Tayyip Erdoğan, ont purgé leur agenda politique des éléments islamistes radicaux et ont créé le Parti de la justice et du développement, ou AKP, comme une force nouvelle capable de combiner les valeurs islamiques traditionnelles aux politiques démocratiques du style occidental³⁶.

Jusqu'au coup d'état militaire de juin 2013 en Égypte qui a détrôné les Frères musulmans du pouvoir, les tentatives de la Turquie à émerger comme une puissance régionale dominante au Moyen-Orient avaient relativement réussies. Le président Erdoğan est crédité d'une série d'événements et de politiques qui ont accru le respect à son égard, et à celui de la Turquie, ainsi que leur popularité dans la région. En plus du succès de l'établissement et du maintien au pouvoir de l'AKP, les dirigeants du parti ont établi des liens avec d'autres pays musulmans de la région, et leurs relations se sont « réchauffées considérablement³⁷ ». En fait, « beaucoup soutiennent que la Turquie s'est fixée l'objectif ambitieux de devenir le leader du monde musulman, avec des politiques étrangères fréquemment dénommées de néo-ottomanisme³⁸ ».

Lors de son accession au pouvoir, l'AKP a abordé des questions pragmatiques comme l'économie. Dans son second mandat, l'« AKP a adressé la question du foulard », d'après une source digne de foi à Ankara. La même source a ajouté que le président Erdoğan « entretient des liens avec l'Occident, tout en resserrant les relations avec l'est, y compris la Chine³⁹ ».

La chaîne d'événements concernant les actions d'Erdoğan et de la Turquie, en particulier le cas d'Israël, ont conduit à leur popularité croissante parmi les populations arabes et musulmanes de la région, comprennent les éléments suivants : 1) Israël a lancé l'opération « *Cast Lead* », c'est-à-dire, la « guerre de Gaza », en décembre 2008 tandis que le premier ministre israélien Ehud Olmert était en visite en Turquie ; les Turcs se sont sentis insultés ; 2) Israël a effectué l'« opération *Orchard* », détruisant une installation présumée nucléaires dans le désert de Syrie en septembre 2007, et dans le processus Israël aurait violé l'espace aérien turc, ce qui a irrité la Turquie ; 3) lorsqu'Erdoğan, alors premier ministre, a tenu tête au président israélien Shimon Peres lors du sommet de Davos en janvier 2009 et avait quitté la scène après un vif échange avec Peres sur l'offensive de Gaza, la popularité d'Erdoğan est montée en flèche dans le Moyen-Orient arabe ; et 4) La Turquie était furieuse du raid israélien de mai 2010 contre la « Flottille de Gaza », composée de navires d'aide humanitaire à destination de Gaza, au cours de laquelle

huit ressortissants turcs et un Turco-américain ont péri. La Turquie a exigé des excuses publiques d'Israël pour cet incident, le « *Mavi Marmara* », mais le premier ministre Benjamin Netanyahu a refusé de présenter des excuses⁴⁰. En mars 2013, cependant,

Netanyahu a appelé son homologue turc Recep Tayyip Erdoğan alors qu'il s'était isolé avec Obama dans une remorque garée sur le tarmac de l'aéroport Ben Gourion à la dernière minute avant le départ du président pour la Jordanie. Obama s'est joint à la conversation à un certain point. Le cabinet du premier ministre israélien a annoncé que Netanyahu « s'est excusé auprès du peuple turc pour toute erreur qui aurait pu conduire à des pertes en vies humaines ». Erdoğan a accepté les excuses⁴¹.

Les relations turco-israéliennes continuent de souffrir mais elles ne sont pas complètement obsolètes. La Turquie et Israël ont continué des relations de militaires à militaires limitées, principalement sous la forme de contrats industriels de la défense, mais depuis la rupture des relations politiques et l'incident de la flottille de Gaza les manœuvres militaires conjointes de routine entre les deux pays n'ont plus lieu à cette date⁴².

Apparemment, la Turquie a adopté la question palestinienne et a endossé le manteau de promoteur de la cause palestinienne. Dans une conférence publique à *Harvard University Kennedy School*, en octobre 2010, le ministre turc des affaires Étrangères à l'époque, Ahmet Davutoğlu, a souligné que « la question palestinienne affecte tout dans le monde. Il doit y avoir une solution. Si la paix s'instaure, alors un Israélien peut aller de Tel Aviv à Damas, en Turquie et en Europe, et de même, un Syrien peut aller prier à Jérusalem. Notre vision est de parvenir à cette paix ». Il a également souligné un besoin global pour un esprit de coopération et d'inclusion dans « l'arène politique mondiale⁴³ ».

Il est très probable que la Turquie continuera de rester très active dans la vie politique régionale, y compris dans le conflit israélo-palestinien, et que l'AKP se promouvra comme une source d'inspiration pour la compatibilité entre l'Islam et la démocratie. Il reste à savoir si vraiment d'autres entités politiques islamiques régionales imiteront l'AKP. Le coup d'état de 2013 en Égypte a été un sérieux revers pour la promotion du « modèle AKP ». Comme l'a déclaré confidentiellement un officier turc, « La Turquie veut s'affirmer, surtout pour montrer la solidarité musulmane, comme dans le sort des Rohingyas en Birmanie, mais la Turquie n'a pas le pouvoir d'appuyer ses intentions par des actes⁴⁴ ».

En outre, depuis l'avènement d'ISIS et sa déclaration d'un « nouveau califat », ou État islamique (*al-Dawla al-Islamiyya* en arabe), les ambitions de nombreux acteurs régionaux, étatiques ou non, émergent comme la puissance dominante et/ou d'établir un nouvel « empire » dans l'ère moderne, sont devenues

extrêmement problématiques. Si la Turquie, par exemple, cherche à faire renaître une deuxième version de l'Empire ottoman, il est clair qu'ISIS a intensifié la rivalité et érigé de nombreux obstacles. En outre, les complexités de la rivalité entre Sunnites et Chiïtes, ainsi que les conflits en Irak, en Syrie et au Liban, qui s'étendent à d'autres pays, créent pour la Turquie des dilemmes sécuritaires et politiques. Étant donné que la Turquie continue à acheter du pétrole à l'Iran, les plus violentes lignes de faille sectaires dans la région pourraient revenir hanter cette relation turco-iranienne. En tenant compte que « les principaux acheteurs de pétrole brut et de condensats iraniens sont la Chine, l'Inde, le Japon, la Corée du Sud et la Turquie... En 2012... 90 pour cent environ des exportations iraniennes de gaz naturel est allé à la Turquie⁴⁵ ». La Figure 2 dresse un tableau compliqué des dilemmes et des relations de la Turquie.

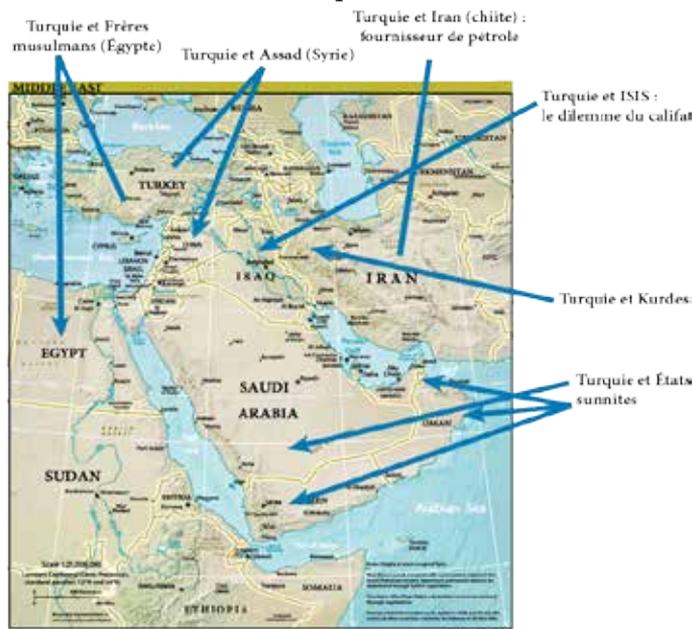


Figure 2. La Turquie et le Moyen-Orient. Source: *University of Texas Libraries*, University of Texas à Austin, consulté le 9 avril 2015, www.lib.utexas.edu/maps/middle_east_and_asia/middle_east_ref_2012.pdf. Utilisé avec la permission de l'*Université de Texas bibliothèques*, Université du Texas à Austin.

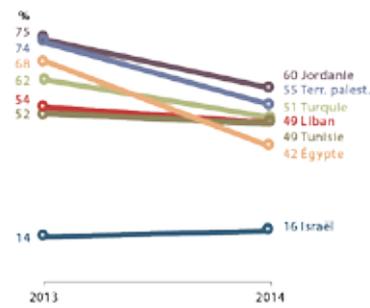
Tous ces développements ont encore compliqué la situation en impliquant les Kurdes irakiens et syriens qui constituent un problème de sécurité délicat pour la Turquie et ses frontières. Le siège de Kobani par ISI, qui se trouve en Syrie près de la frontière turque, en octobre 2014, a effectivement déclenché de violentes manifestations en Turquie par les Kurdes exigeants que le gouvernement turc autorise la circulation des combattants et de leurs équipements à travers de la frontière. À la fin d'octobre, le nombre de victimes parmi les manifestants a atteint

près de quarante. À la suite de cette crise interne liée à une autre au niveau régional, la Turquie a finalement décidé de laisser quelques combattants kurdes traverser la frontière. De toute évidence, c'était une décision difficile pour le président Erdoğan, mais les pressions internationales (surtout occidentales), combinées aux manifestations internes pro- Kurdes, ont contraint la Turquie à ouvrir la frontière. Dans l'intervalle, le gouvernement Erdoğan insiste pour que les puissances occidentales se concentrent sur la destitution du président syrien Bachar al-Assad plutôt que de cibler ISIS et les groupes affiliés à al-Qaïda. Ce message a résonné avec l'armée syrienne libre et les militants anti-Assad, qui, comme Erdoğan, critiquent les frappes aériennes des États-Unis dirigées contre ISIS comme une aide involontaire à Assad.

En général, la popularité d'Erdoğan est en baisse au Moyen-Orient, en particulier par rapport à 2013. La figure 3 illustre la cote de favorabilité d'Erdoğan par pays, selon un sondage de Pew montrant une baisse constante depuis 2013, sauf, curieusement, en Israël, où elle s'élève très légèrement.

Baisse de favorabilité pour Erdoğan

Opinions favorables à l'égard du Premier ministre turc Erdoğan



Source : Spring 2014 Global Attitudes Survey, Q45a et Q51a.

PEW RESEARCH CENTER

Figure 3. La chute de favorabilité d'Erdoğan. POUSSHTER, Jacob, « *Support for Turkey's Erdogan Drops Sharply in Middle East* », Pew Research Center, Washington, DC, le 30 juillet 2014, www.pewresearch.org/fact-tank/2014/07/30/support-for-turkeys-erdogan-drops-sharply-in-middle-east/. Reproduit avec la permission du Pew Research Center.

À l'échelle internationale, l'adhésion de la Turquie à l'OTAN a été la décision la plus stratégique de son histoire contemporaine et son facteur salvateur au fil des ans, même si elle n'a pas aidé son admission dans l'UE. L'administration Obama a continué d'exprimer son soutien à l'entrée de la Turquie dans l'UE, sans succès. Les aspirations néo-ottomanes de la Turquie ont des implications majeures pour son appartenance à l'OTAN ainsi que pour ses perspectives d'accès à l'UE.

L'auteure a posé la question suivante au docteur Tom Fedyszyn, professeur au *National Security Affairs* à l'U.S. Naval War College et leader académique au

NATO Defense Education Enhancement Program en Azerbaïdjan : « Comment l'OTAN voit-elle aujourd'hui la Turquie en termes de sa valeur géopolitique et stratégique en tant que membre de l'OTAN ? » Expriment son opinion personnelle, le professeur Fedyszyn répondit que

les relations entre la Turquie et l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord... ont considérablement évolué depuis l'admission de la Turquie en 1952. Puis, sa taille, les intérêts communs et son emplacement géographique faisaient de la Turquie le rempart de la politique d'endiguement de l'Union soviétique et de défense collective de l'OTAN. La menace commune de Moscou a permis à Ankara de s'aligner étroitement avec la politique de sécurité développée à Bruxelles et à Washington. Après la chute du mur de Berlin, la Turquie a continué à jouer un rôle majeur dans la politique de sécurité collective et de la gestion des crises de l'Alliance. Parmi ses contributions est la vaste infrastructure militaire alliée implantée sur le sol turc.

La Turquie a récemment évolué vers une politique étrangère plus indépendante marquée par un intérêt accru dans les affaires régionales et nettement moins européenne. Sa politique intérieure est caractérisée par un passage du « kémalisme » au « néo-ottomanisme », suggérant un accent particulier mis sur la grandeur, l'autoritarisme et l'influence religieuse. Étant toujours une alliée fidèle de l'OTAN, elle est maintenant confrontée à des questions sur lesquelles les politiques de la Turquie et de l'OTAN peuvent diverger, comme la création d'un système de défense antimissile balistique et les attitudes vis-à-vis de la Russie et de l'Iran. Les questions régionales immédiates, y compris le processus de paix au Moyen-Orient, l'instabilité syrienne, la création d'un État palestinien et l'avenir de la Libye sont maintenant à l'ordre du jour dans le programme de sécurité de la Turquie.

Ainsi, l'OTAN continue de reconnaître l'importance stratégique essentielle de la Turquie qui est maintenant aux prises avec un membre qui prend des décisions de politique étrangère plus indépendantes et se concentre sur ses problèmes régionaux, dont beaucoup sont de moindre importance à l'Alliance. Comme les États-Unis l'ont découvert lors de l'exécution de la guerre en Irak, la coopération active de la Turquie ne peut être tenue pour acquise si une telle démarche pourrait nuire à sa position ou à sa stature au Moyen-Orient⁴⁶.

L'Occident considère toutefois la personnalité et les politiques d'Erdoğan comme dangereusement trop islamiste, penchant et suggérant un programme de soutien au renouveau d'une ère néo-ottomane dans le Moyen Orient. De nombreux acteurs moyen-orientaux, étatiques ou non, partagent ce point de vue car les états arabes en particulier détestent cordialement la Turquie, compte tenu de la domination ottomane. Les grands moments de l'AKP et d'Erdoğan en termes de

popularité dans la région ont eu lieu de 2002 à environ 2013. Apparemment, les états arabes sunnites jusqu'au-boutistes, à l'exception du Qatar, ne sont pas prêts à pardonner au gouvernement Erdoğan son soutien aux Frères musulmans d'Égypte. Cette animosité continue d'influencer la politique régionale et même internationale, comme on l'a vu lors de la sélection d'un membre non permanent du Conseil de sécurité de l'ONU qui a exclu la Turquie. En même temps, l'AKP et Erdoğan restent des acteurs importants dans la région, et aux yeux des musulmans religieux, ils sont admirés et considérés comme les symboles d'une démocratie islamique acceptable digne d'être répliquer. Cela dit, les perspectives d'une « résurgence ottomane » ne sont maintenant beaucoup moins prononcées qu'elles ne l'étaient il y a quelques années.

Conclusion

Malgré les scandales et de sérieux défis au pouvoir et à l'autorité d'Erdoğan, lui et l'AKP ont, sans aucun doute, toujours une base et des ressources à leur disposition. En décembre 2013, un Turc a exprimé ses sentiments sur le président : « Regardez autour de vous, voyez les constructions et les infrastructures ; voilà ce qu'Erdoğan a fait pour nous⁴⁷ ». Lors des élections de l'été 2014, on pouvait parfois voir dans la circulation à Istanbul des voitures dont la plaque d'immatriculation ou les pare-chocs s'ornaient d'autocollants « AKP ». Un officier de l'armée turque a fait remarquer qu'Erdoğan continue de bénéficier d'un soutien important dans les zones rurales alors que les quartiers nantis sont plus favorables à la laïcité et aux forces armées⁴⁸. En particulier, dit-il, les plus défavorisés aiment Erdoğan parce qu'il a accordé des subventions de l'État qui se sont révélées importantes pour toutes les universités et pour la réorganisation du système de santé. Le président a lancé de nombreux projets municipaux, mais il a averti que ces subventions ne peuvent pas durer indéfiniment, et que la Turquie a une population très jeune qui va réclamer des emplois sous peu. L'économie connaît déjà des signes de tension.

Un autre jeune homme a indiqué que l'économie turque était plus robuste il y a cinq ans ; maintenant elle ralentit. Comme tous les autres interviewés, il a souligné qu'Erdoğan va gagner les élections de 2014 car personne ne se présenterait contre lui. Il avait raison. Il l'emporta aisément.

Un autre phénomène est apparu en Turquie sous le régime Erdoğan. Visiblement de plus en plus de femmes portent le foulard. Les femmes sont également confrontées à des taux élevés de violence domestiques et d'abus, comme l'a rapporté le quotidien *Hurriyet*. La cause des droits et libertés de la femme a encore un long chemin à faire en Turquie, malgré les niveaux d'éducation et d'emploi plus

élevés chez les citadines. Selon la source d'information à Ankara, les tendances vers l'« islamisation » en Turquie proviennent de l'AKP. Il a également affirmé que les épouses d'hommes d'affaires et de politiciens qui portent le foulard, fournissent à leurs maris la « légitimité » et l'avantage leur permettant d'obtenir des contrats commerciaux ou même de se faire élire. Cette tendance à la hausse de l'Islamisme met le caractère et les institutions laïques de la Turquie en danger⁴⁹.

La Turquie a en effet beaucoup en jeu au niveau national, régional et mondial. En même temps, la Turquie possède un énorme potentiel pour maintenir une légitimité démocratique et politique, pour influencer par la persuasion et la coercition sur les affaires régionales par des moyens dynamiques au XXI^e siècle. Si les opportunités sont perdues à l'extrémisme, au terrorisme, aux scandales politiques et à l'incompétence, aux rivalités idéologiques et à l'autoritarisme, alors il faudrait répondre à la question de Rachel Sharon-Krespin, « Qui a perdu la Turquie⁵⁰ ? ».

À la fin de décembre 2013, une jeune professeure de l'Université d'Istanbul a catégoriquement affirmé « le peuple turc ne permettra pas la mort de la démocratie⁵¹ ». Elle n'a pas précisé pas si ce serait une démocratie laïque ou islamique.

Notes

1. URAS, Umut, « Erdogan Wins Turkey's Presidential Election » *Al Jazeera*, 11 août 2014, www.aljazeera.com/news/middleeast/2014/08/erdogan-wins-turkey-presidential-election-2014810172347586150.html.

2. RICHARDS, Alan et WATERBURY, John, *A Political Economy of the Middle East*, 2^e ed., Boulder, Colorado : Westview Press, 1996, p. 277.

3. HOURANI, Albert, *A History of the Arab Peoples*, New York : Warner Books, 1991, p. 319.

4. FINKEL, Andrew, *Turkey: What Everyone Needs to Know*, New York : Oxford University Press, 2012, p. 139.

5. KHAN, Muqtedar, « What Is Political Islam? » *E-International Relations*, 10 mars 2014, www.e-ir.info/2014/03/10/what-is-political-islam/.

6. *Id.*

7. DALE, Stephen F., *The Muslim Empires of the Ottomans, Safavids, and Mughals*, New York : Cambridge University Press, 2010, p. 292. Il peut ne pas être de tout confort aux laïcs, et même aux Islamistes modérés, de savoir que le *déobandisme* est l'une des idéologies primaires d'inspiration pour les Talians ; le wahhabisme est l'autre principale idéologie.

8. GÜSTEN, Susanne, « Shadow of Military Removed, Turkey Seeks a Spiritual Leader's Remains », *International New York Times*, 19 décembre 2012, www.nytimes.com/2012/12/20/world/europe/turkey-seeks-a-spiritual-leaders-secret-grave.html?_r=0.

9. *Id.*

10. *Id.*, citant Ihsan Yilmaz, Faith University.

11. *Id.*

12. *Id.*

13. *Id.*

14. *Id.*

15. SHARON-KRESPIN, Rachel, « Fethullah Gülen's Grand Ambition: Turkey's Islamist Danger », *Middle East Quarterly* 16, no. 1, hiver 2009, www.meforum.org/2045/fethullah-gulens-grand-ambition.

16. *Id.*

17. *Id.*

18. *Id.*
19. BARKEY, Henri J., « All the PM's Conspiracies: The End of Erdoğan », *American Interest*, 13 mars 2014, www.the-american-interest.com/2014/03/13/the-end-of-erdogan/.
20. DOMBEY, Daniel, « Gulen Calls for New Constitution in Turkey », *Financial Times*, 10 mars 2014, www.ft.com/intl/cms/s/0/bc8065b2-a85e-11e3-8ce1-00144feab7de.html#axzz3Wq7Gur4R.
21. *Id.*
22. *Id.*
23. TURAM, Berna, « Gulen, Erdogan and Democracy in Turkey », *Al Jazeera*, 13 mars 2014, www.aljazeera.com/indepth/opinion/2014/03/gulen-vs-erdogan-struggle-thre-2014311144829299446.html.
24. « Turkey », *CIA World Fact Book*, 4 mars 2014, www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/tu.html.
25. Ce n'est pas son vrai nom.
26. Ceren (ce n'est pas son vrai nom), Istanbul, Turquie, interviewé par l'auteur le 26 décembre 2013.
27. Professeur anonyme à *Istanbul University*, interviewé par l'auteur le 23 décembre 2013.
28. « Preamble (As amended on October 17, 2001) », « *The Constitution of the Republic of Turkey* », HR-Net, consulté le 9 avril 2015, www.hri.org/docs/turkey/preamble.html.
29. « Turkey » (voir la note 24).
30. *Id.*
31. *Id.*
32. « *Syria Regional Refugee Response—Turkey* » United Nations High Commissioner for Refugees, the UN Refugee Agency, 12 mars 2014, <http://data.unhcr.org/syrianrefugees/country.php?id=224>.
33. Cité dans CALISKAN, Emre, « Can Turkey Be a Model for Egypt? », *Hurriyet Daily News & Economic Review*, 5–6 mars 2011, p. 12.
34. AVNI, Benny, « Turkey Loses U.N. Security Council Seat in Huge Upset ». *Newsweek*, 16 octobre 2014, www.newsweek.com/venezuela-malaysia-angola-new-zealand-win-un-council-seats-277962.
35. CALISKAN, « *Can Turkey Be a Model?* », p. 12.
36. *Id.*
37. *Id.*
38. *Id.*
39. Source anonyme, Ankara, Turquie, interviewé par l'auteur le 2 mars 2011.
40. ADAMS, Jonathan, « Turkey Ups the Ante on Israel over Gaza Flotilla Incident », *Christian Science Monitor*, 5 juillet 2010, www.csmonitor.com/World/terrorism-security/2010/0705/Turkey-ups-the-ante-on-Israel-over-Gaza-flotilla-incident.
41. SHERWOOD, Harriet et MACASKILL, Ewen, « Netanyahu Apologises to Turkish PM for Israeli Role in Gaza Flotilla Raid », *Guardian*, 22 mars 2013, www.theguardian.com/world/2013/mar/22/israel-apologises-turkey-gaza-flotilla-deaths.
42. Source anonyme, interviewé le 2 mars 2011.
43. BOZKURT, Fatih et GULLE, Bahadır, « Turkish Foreign Minister Calls for Cooperation, Inclusiveness in Global Politics », *Citizen*, 13 octobre 2010, p. 4.
44. Officier militaire turc, anonyme, Istanbul, interviewé par l'auteur le 25 décembre 2013.
45. « *Iran: Country Analysis Brief Overview* », US Energy Information Administration, 22 juillet 2014, www.eia.gov/countries/country-data.cfm?fips=ir.
46. FEDYSZYN, Tom, Dr., professeur au *national security affairs*, US Naval War College, et leader académique au *NATO Defense Education Enhancement Program* en Azerbaïdjan, Newport, Rhode Island, interviewé par l'auteur le 6 novembre 2014. Les opinions qu'il exprime ici sont personnelles.
47. Commentaire général d'un individu non identifié au cours d'une discussion à Istanbul.
48. Officier militaire turc, anonyme, interview.
49. Source anonyme, interviewée le 2 mars 2011.
50. SHARON-KRESPIN, « *Fethullah Gülen's Grand Ambition* ».
51. Professeur anonyme, Istanbul University, interviewé par l'auteur le 23 décembre 2013.

Visitez notre site web

http://www.au.af.mil/au/afri/aspj/apjinternational/aspj_f/Index_F.asp